

Unité départementale de la Côte-d'Or
21 Bld Voltaire
CS 27912
21035 Dijon

Dijon, le 08/08/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/08/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SARPI MINERAL FRANCE

**ECOPOLE DES GRANDS MOULINS
21270 Drambon**

Références : 2025-361
Code AIOT : 0005401112

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/08/2025 dans l'établissement SARPI MINERAL FRANCE implanté ECOPOLE DES GRANDS MOULINS 21270 Drambon. L'inspection a été annoncée le 24/07/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SARPI MINERAL FRANCE
- ECOPOLE DES GRANDS MOULINS 21270 Drambon
- Code AIOT : 0005401112
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux (ISDND), comprise dans le périmètre de l'Ecopôle des Grands Moulins, est située sur la commune de DRAMBON dans le département de la Côte d'Or et exploitée par la société SARPI MINERAL FRANCE.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Barrière de sécurité passive	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 8	Sans objet
2	Barrière de sécurité passive	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 8	Sans objet
3	Barrière de sécurité passive	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 8	Sans objet
4	Barrière de sécurité active	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 9 > I.	Sans objet
5	Exigences relatives à l'étanchéité, au drainage et à la stabil...	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 9 > II.	Sans objet
6	Couche drainante – gestion des lixiviats	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 9 > III.	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'Inspection a procédé à la vérification documentaire, par sondage, des divers contrôles, menés par l'organisme tiers, relatifs aux travaux réalisés pour la construction du casier K2-1a de l'ISDND. Elle n'émet pas d'observation à l'issue de cet examen. Cet examen a été complété par une visite du site le 06 août 2025, qui n'a pas révélé d'incohérence entre les constats visuels réalisés et les éléments examinés dans le dossier. Sur la base des éléments communiqués par l'exploitant et de la visite de terrain, l'Inspection des installations classées n'a pas constaté de non-conformité faisant obstacle à la mise en service du casier K2-1a et donc à l'admission des déchets dans celui-ci.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Barrière de sécurité passive

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 8
Thème(s) : Risques chroniques, BSP : couche 1 m perméabilité 1.10^{-9} m/s
Prescription contrôlée : La protection du sol, des eaux souterraines et de surface est assurée par une barrière géologique dite "barrière de sécurité passive" constituée du terrain naturel en l'état répondant aux critères suivants : - le fond d'un casier présente, de haut en bas, une couche de perméabilité inférieure ou égale à 1.10^{-9} m/s sur au moins 1 mètre d'épaisseur ...

Constats :

Etude du rapport CEXT_2025021714 - Contrôle de la barrière de sécurité passive inférieure - Casier K2-IA-

Le programme de contrôle prévoyait un essai minimum pour 1000 m² (essais selon les normes NF 30 420 et 424) : soit 7 essais en forage et 7 essais en simple anneau fermé pour le fond et 5 essais en forage et 5 essais en simple anneau fermé pour les flancs (voir point de contrôle n°3 pour les flancs).

Les essais ont été réalisés les 19 et 20 mai, les 4, 5, 18 et 19 juin 2025.

Des mesures de conductivité apparente du sol (EM38-MK2) ont été effectuées selon un maillage de 5m x 5m en fond de casier afin de contrôler l'homogénéité de la BSP.

Contrôle du fond de casier :

- 7 essais de perméabilité en mini forage type G2DC (norme NF X 30-424) ont été réalisés les 19 et 20 mai 2025. 4 essais révélaient une non-conformité. Après reconstitution des zones non-conformes, 4 nouveaux essais, les 4 et 5 juin 2025, par mini-forage (norme NF X 30-424) ont permis de valider l'efficacité des reprises et l'obtention de la perméabilité souhaitée. Ces forages ont été complétés par les 7 essais au simple anneau fermé (norme NF X 30-420) qui ont confirmé les valeurs de perméabilité.

L'ensemble des essais réalisés valide la barrière de sécurité passive, coefficient de perméabilité $k < 1.10^{-9}$ m/s sur 1 mètre d'épaisseur, après reprise des zones non conformes.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Barrière de sécurité passive

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 8

Thème(s) : Risques chroniques, BSP : couche 5 m perméabilité 1.10^{-6} m/s

Prescription contrôlée :

... et une couche de perméabilité inférieure ou égale à 1.10^{-6} m/s sur au moins 5 mètres d'épaisseur ;

Constats :

Etude du rapport CEXT_2025021714 - Contrôle de la barrière de sécurité passive inférieure - Casier K2-IA-

Les essais de perméabilité sur le fond de casier, réalisés les 19 et 20 mai 2025, ont été effectués selon les normes NF X30-420, NF X30-424, NF X30-438 et NF X30-490.

Le programme de contrôle prévoyait 2 flûtes de pan de 5 forages chacune, dont les profondeurs respectives prévues étaient 1, 2, 3, 4 et 5 m.

Les 10 forages ont fait l'objet d'essais en conformité avec la norme NF X 30-424 (essais en forage à charge constante).

Les essais réalisés les 19 et 20 mai 2025 concluent que le substratum est constitué d'au moins 5 mètres dont le coefficient de perméabilité k est inférieur à 1.10^{-6} m/s et est donc conforme aux

attendus (entre $4,44 \times 10^{-11}$ m/s et $1,57 \times 10^{-9}$ m/s).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Barrière de sécurité passive

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 8
Thème(s) : Risques chroniques, Flancs de casier
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>- les flancs d'un casier présentent une perméabilité inférieure ou égale à 1.10^{-9} m/s sur au moins 1 mètre d'épaisseur. La géométrie des flancs est déterminée de façon à assurer un coefficient de stabilité suffisant et à ne pas altérer l'efficacité de la barrière passive. L'étude de stabilité est jointe au dossier de demande d'autorisation d'exploiter.</p>
<p>Constats :</p> <p>Contrôle des parements du casier :</p> <p>- les 18 et 19 juin 2025, 5 essais de perméabilité en mini forage type G2DC (norme NF X 30-424) et les 5 essais au simple anneau fermé (norme NF X 30-420) ont révélé une perméabilité conforme.</p> <p>L'étude de stabilité est présentée dans le document 2024/007E (identique à la digue de fermeture casier Ib) et 2022/033E (digue de fermeture du casier K2Ha). Ces talus ont les mêmes caractéristiques physiques et dimensionnelles que les talus du casier contrôlé. Les calculs réalisés montrent une stabilité des talus de la digue de fermeture à court, moyen et long terme avec un facteur de sécurité supérieur à 1,5 avec des pentes de talus extérieurs à 3H/1V et de talus intérieurs à 2H/1V.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Barrière de sécurité active

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 9 > I.
Thème(s) : Risques chroniques, BSA
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sur le fond et les flancs de chaque casier, est mis en place un dispositif complémentaire assurant l'étanchéité du casier et contribuant au drainage et à la collecte des lixiviats. Ce dispositif est appelé "barrière de sécurité active". Le dispositif mentionné à l'alinéa précédent est constitué d'une géomembrane résistante aux sollicitations mécaniques, thermiques et chimiques pendant toute la durée d'exploitation et de suivi long terme. Pour la pose de la géomembrane, l'exploitant fait appel à un poseur certifié dans ce domaine. Si ce revêtement présente des discontinuités, les raccords opérés résistent à l'ensemble des sollicitations citées au deuxième alinéa, dans des conditions normales d'exploitation et de suivi long terme.</p>
Constats :

Par-dessus la Barrière de Sécurité Passive vient se placer la Barrière de Sécurité Active constituée d'une géomembrane Polyéthylène de Haute Densité de 2,0 mm d'épaisseur posée sur la BSP. Cette géomembrane est recouverte d'un composite de drainage permettant de drainer les lixiviats qui est lui-même protégé par un géotextile.

Les certificats de qualité des matériaux utilisés sont fournis :

- Membrane CARBOFOL HDPE 407 2,0 s/s AS - certification ASQUAL N° 3601 CQ 22 ;
- Géotextile EnkaDrain 5004F/5-2s/M110PP - certification ASQUAL N° 2802 CQ 24 ;
- Géotextile P80 MIRAfi - certification ASQUAL N° 3807 CQ 24 ;

Pour la pose de la géomembrane, l'exploitant fait appel à des poseurs certifiés dans ce domaine. L'ensemble des soudures a été réalisé par deux soudeurs habilités ASQUAL (habilitations valables jusqu'au 16/02/2026 et 17/03/2029).

Les doubles soudures ont été testées, par une société extérieure, en totalité par mise en pression, les extrusions réalisées ont quant à elles été contrôlées à la pointe sèche : l'étude des fiches de contrôle présentées dans le rapport CEXT_2025021714 - Contrôle de barrière de sécurité active - n'appelle pas d'observations particulières de la part de l'inspection.

Le 18 juin, six essais de pelage et deux essais de cisaillement sont effectués (soit huit échantillons), les mêmes tests seront reconduits le 26 juin. Ces essais par une société extérieure ne montrent pas de non-conformité, confirment les essais réalisés en interne à chaque prise de poste par l'entreprise réalisant les travaux.

Le planning de réalisation de la BSA montre que la géomembrane a été recouverte dans la semaine, garantissant ainsi ses qualités dans le temps.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Exigences relatives à l'étanchéité, au drainage et à la stabil...

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 9 > II.

Thème(s) : Risques chroniques, Couche drainante et gestion des lixiviats

Prescription contrôlée :

En fond de casier, le dispositif d'étanchéité est recouvert d'une couche de drainage d'une épaisseur minimale de 50 centimètres, constituée d'un réseau de drains permettant l'évacuation des lixiviats vers un collecteur principal complété d'une structure granulaire artificielle ou naturelle dont la perméabilité est supérieure ou égale à 1.10^{-4} m/s. Cette couche de drainage résiste aux sollicitations mécaniques, thermiques et chimiques pendant toute la durée d'exploitation et de suivi long terme. Si, sur la base d'une évaluation des risques pour l'environnement, il est établi que les casiers n'entraînent aucun risque potentiel pour le sol, les eaux souterraines ou les eaux de surface, et l'air ambiant, les exigences mentionnées à l'alinéa précédent peuvent être adaptées en conséquence par arrêté préfectoral.

Constats :

Selon le plan de recollement (08 A - plan de drainant et réseau LIXIVIA) fourni par l'exploitant, la

couche drainante réalisée est d'une épaisseur allant de 50 cm à 1,34 m au niveau du point bas de collecte des eaux drainées.

Les drains périphériques de collecte ont une pente minimale de 1,4 % et convergent vers un regard de diamètre 1m dont le fil d'eau est à la côte Ngf de 185,35.

Les aménagements connexes ont fait l'objet d'un rapport de contrôle (Rapport CEXT_2025021714 - Aménagements connexes) établi par un bureau extérieur.

La perméabilité du drainant (gravier lavé de granulométrie 20/60 mm) a été contrôlée entre le 19 et le 27 juin 2025. La perméabilité moyenne k mesurée est de $4,63 \times 10^{-2}$ m/s, supérieure au 1.10^{-4} m/s attendu.

Les aménagements connexes comprennent :

- Équipements de collecte et stockage des lixiviats :

o Réseau de drainage sous matériau drainant

o Raccordement au réseau périphérique

o Canalisation pour pompe de secours

o Puits

o Bassin lixiviats BLK2c

- Réseau de contrôle des eaux souterraines

- Aménagements et équipements de gestion des eaux

o Tranchée drainante

o Fosses des eaux de ruissellements internes (ERI)

o Bassin de collecte des eaux de ruissellements internes (BPK2b)

o Fosses de collecte des eaux externes

- Aménagements extérieurs

o Clôture de sécurité

o Aménagements et entretien des abords du site

La société mandatée pour le contrôle de ces aménagements n'a pas relevé de non conformité aux réglementations de l'arrêté ministériel de 2016, complétée par l'arrêté préfectoral de l'ISDND de Drambon.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Couche drainante – gestion des lixiviats

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 9 > III.

Thème(s) : Risques chroniques, Géotextile anti poinçonnement

Prescription contrôlée :

Un géotextile antipoinçonnant est intercalé entre la géomembrane et le matériau constitutif de la couche de drainage si celle-ci présente un risque d'endommagement de la géomembrane.

Sur les flancs du casier, le dispositif d'étanchéité est recouvert de géotextile de protection ou de tout dispositif équivalent sur toute sa hauteur. Ce dispositif est résistant aux sollicitations mécaniques, thermiques et chimiques pendant toute la durée d'exploitation et de suivi long terme.

Constats :

Un géotextile P80 a été mis en place entre la géomembrane en polyéthylène haute densité et la couche drainante en galet (20/60). L'ancrage du système de Barrière de Sécurité Active est réalisé par une tranchée d'ancrage de section 0,7 m de profondeur sur 1 m de large en tête de talus. Le géotextile est en place sur les flancs des talus extérieur du casier.

La stabilité des talus de digue de fermeture du casier K2-lb et de la digue de fermeture du casier K2Ha a été démontrée dans les études 2022/033E et 2024/007E. Les digues du casier K2-la sont de même nature et de même géométrie, leur stabilité est démontrée.

L'exploitant a fourni la note de calcul garantissant la résistance à l'écrasement des drains du casier K2-lb pour une hauteur de déchets de 37 m. Les drains disposés dans le casier K2-la sont identiques avec une hauteur de déchets moindre, égale à 27 m : la résistance des drains est donc démontrée.

Type de suites proposées : Sans suite